

Le paysage actuel des lectures possibles du phénomène terroriste se partage en trois écoles principales, en fonction des disciplines et des sensibilités politiques :

- *Une école sécuritaire* se positionne sur l'action répressive face au concept générique de « violence » et appelle à une mobilisation en faveur d'une sécurité « globale » et d'un affermissement des méthodes de lutte. Grâce à ses relais puissants, elle a su imposer son approche devenue aujourd'hui majoritaire dans l'opinion publique, la classe politique et les pratiques des services spécialisés.
- *Une école islamologique* étudie la place du fait religieux dans le passage à l'acte et invite à décrypter les lignes de force qui agitent l'arc musulman face au monde occidental. Il s'agit d'une approche culturaliste qui désigne cette religion comme le creuset d'une violence spécifique. Elle part des textes, anciens et actuels, et des trajectoires des leaders d'opinion pour tenter d'isoler les fractures qui agitent cette religion et ses adeptes.
- *Une école critique* prône la déconstruction des discours et des positions d'autorité en dénonçant l'impact sur les libertés publiques et l'aspect contre-productif de la guerre contre le terrorisme. Elle insiste sur la circularité de la violence et ses changements d'aspects en fonction des milieux dans lesquels elle se déploie. Elle tente d'objectiver les situations de conflit en les replaçant dans leurs contextes socio-culturels et leurs impensés politiques.

L'influence de la recherche sur le travail des services spécialisés demeure toutefois ténue dès lors que ces services privilégient une approche empirique de leurs méthodes et laissent peu de place aux apports académiques. Hormis quelques consultations ponctuelles, il n'existe pas de réels partenariats entre les opérationnels de la police et du renseignement et les centres de recherche.

Il nous a donc semblé intéressant de confronter les approches de ces différentes écoles sur l'antiterrorisme, son évolution, ses forces et faiblesses, mais également sa couverture scientifique. Nous sommes pour cela allés à la rencontre de trois spécialistes assimilés à ces courants distincts pour dresser avec eux, à l'heure du procès des attentats de novembre 2015, un bilan de notre politique antiterroriste. Il s'agit de :

- **Alain Bauer**, professeur de criminologie au Conservatoire National des Arts et Métiers, et aux universités de New-York et de Shanghai, pour l'école sécuritaire,

- **Hugo Micheron**, chercheur au sein de la chaire d'excellence Moyen-Orient Méditerranée de l'École Normale Supérieure, et enseignant à Sciences-Po Paris, pour l'école islamologique,

- **François Thuillier**, ancien membre des services antiterroristes et de renseignement, chercheur associé auprès du Centre d'Etude sur les Conflits (CECLS), pour l'école critique.

Trois questions leur ont été posées ; pour chacune d'elles, nous analyserons ce qui rapproche, distingue ou oppose ces trois chercheurs.

EXISTE-T-IL UN MODÈLE ANTITERRORISTE FRANÇAIS ? ET SI OUI, QUELLES DATES VOUS SEMBLERENT-ELLES À RETENIR DANS SA GENÈSE ?

S'il existe un contexte antiterroriste français, lié à l'histoire de la violence contre l'Etat français qui s'est manifestée dès les années 1960 et a induit très tôt la mise en place d'une riposte spécifique, la notion de « modèle français » n'est pas partagée.

Alain Bauer, Hugo Micheron et François Thuillier s'accordent à voir dans les circonstances propres à l'apparition du terrorisme moderne, la mise en place de structures spécialisées, que viendra encadrer le législateur au milieu des années 1980.

Hugo Micheron note qu'il « *existe une approche française du contre-terrorisme liée à son histoire. La France a une tradition de politiques extrêmement vives qui ont donné lieu à l'émergence de mouvements insurrectionnels importants, pas seulement dans le contexte colonial, mais également dans le contexte politique français. Une approche spécifique française s'est donc développée plus tôt qu'ailleurs, notamment car la France a eu à affronter assez tôt des contextes de prise d'otages, ce qui a induit le développement en France de polices spécialisées dans les prises d'otages, alors que cela n'existait pas, par exemple, en Allemagne dans les années 70. La France a développé des groupes d'assaut de la gendarmerie contre le terrorisme, car très tôt le terrorisme a frappé le sol français avec la vague d'attentats des années 80 à Paris, qu'elle soit liée au terrorisme palestinien ou au terrorisme d'extrême-gauche* ».

Alain Bauer préfère néanmoins parler « *d'expériences françaises en matière d'antiterrorisme* », estimant « *difficile de déterminer l'existence d'un 'modèle'* ». Il précise qu'« *au contraire, le dispositif français, à la différence de ce qui est souvent proclamé en matière de maintien de l'ordre et de spécialisation des dispositifs sécuritaires au sein d'une police centralisée d'État, semble plutôt marquée par la norme que par l'exception* ».

Il diverge en cela de François Thuillier pour lequel « *le modèle antiterroriste français a existé. Puisque la manière dont chaque Etat contient la violence politique est le fruit de son histoire et de ses équilibres institutionnels. A ce titre, la France avait construit, depuis la renaissance du terrorisme moderne à la fin des années 60, une doctrine qui lui était singulière* ».

Cette approche française a muté au fil des attentats qui ont frappé la France. Tétanisés par l'évolution de la menace, les responsables politiques, soucieux d'afficher une maîtrise sécuritaire et de répondre à un terrorisme aveugle ciblant à répétition le territoire, ont déployé ce que d'aucuns qualifient d'exceptionnalité, pour répondre à un nouveau terrorisme d'essence djihadiste.

Les phases d'évolution sont perçues de manière distincte. Alors que François Thuillier déplore une disparition du modèle antiterroriste français en 2008, à la faveur d'un alignement sur les concepts anglo-saxons de guerre, de contre-terrorisme et de radicalisation, Hugo Micheron voit dans le changement de la stratégie djihadiste après 2012 un affaiblissement du modèle antiterroriste qui va s'adapter plus difficilement à la menace.

Alain Bauer ne s'inscrit pas dans ce débat et développe un angle d'approche spécifique en

appréhendant l'antiterrorisme à travers l'évolution des métiers du renseignement et leur temporalité. Il pointe « *l'apparition de la nouvelle culture de l'antiterrorisme en complément de l'espionnage et du contre-espionnage classique* », soulignant un temps d'action spécifique à chaque métier « *En matière d'espionnage, le temps n'a souvent qu'une importance relative. Pour le contre-espionnage, le temps est souvent long (remonter la filière, identifier les protagonistes, repérer les points de chute). L'antiterrorisme est venu bouleverser ce bel ordonnancement en imposant un rythme rapide (l'important c'est d'empêcher l'attentat, arrêter les auteurs ensuite n'est pas suffisant) et de ce fait le partage des informations est indispensable. Curieusement, on a demandé aux mêmes services (FBI ou DST par exemple) de traiter de deux cultures (contre-espionnage et antiterrorisme) aux tempos et aux règles de secret ou d'échanges, totalement opposées. La chasse à l'espion rouge semblant bien plus exaltante et les pratiques professionnelles historiques plus enracinées, la transition complexe vers l'antiterrorisme et la création de la DCRI puis de la DGSI en fut ralentie* ».

Hugo Micheron et François Thuillier observent une modification du modèle et une perte de vitesse – une tendance que n'évoque pas Alain Bauer – mais sous un prisme différent : François Thuillier à travers une fragilisation de notre riposte et une atteinte aux principes républicains ; et Hugo Micheron par le biais d'une plus grande difficulté à appréhender la menace et à prévenir les passages à l'acte.

Hugo Micheron appréhende le modèle antiterroriste à partir du type de terrorisme qu'il combat, du profil de ses instigateurs et de leurs méthodes. Son raisonnement part du djihadisme pour réfléchir sur l'usage de la violence terroriste et la manière de lui répondre. Connaître le djihadisme, anticiper son évolution, ses transformations pour adapter le modèle antiterroriste.

Il retient trois temps dans l'évolution du modèle français rythmés par le type de terroristes à affronter et la spécificité nationale selon laquelle la « *France a été le premier pays occidental à être massivement frappé sur son territoire par des djihadistes, avec les vagues d'attentats du GIA entre 1994 et 1996, puis le groupe de Roubaix, sept ans avant les attentats du 11 septembre, dix ans avant les attentats de Madrid et de Londres, ce qui fait que la France s'est vite posée la question de la lutte contre le djihadisme* » :

- « *Une première prise de conscience dans les années 80,*

- *Un modèle qui s'affirme autour de la campagne du GIA dans les années 90, et qui semble efficace contre un ennemi qui très bien identifié, à savoir une organisation terroriste basée à l'étranger, le GIA, avec des réseaux du côté de Londres et un peu partout en Bosnie, dans les Balkans et en Algérie, qui opèrent via des relais sur le territoire national. Les actes étaient commis au nom d'une idéologie et d'un conflit qui se passaient à l'étranger, à savoir la guerre civile algérienne, et l'idéologie djihadiste développée en Afghanistan qui prenait son essor en Algérie à ce moment-là. C'est un modèle que le contre-terrorisme français a très bien su analyser, comprendre et traiter. C'est ce qui existe jusqu'à l'attentat de Mohammed Merah en 2012 ; soit seize ans, entre 1996 et 2012, durant lesquels la France n'a pas été frappée par les attentats organisés par Al Qaeda en Europe.*

- *Une évolution après 2012, car le modèle a eu du mal à s'adapter à un changement d'échelle et de nature du phénomène djihadiste qui a été :*

- *d'une part, le déploiement de nouvelles stratégies, ce que l'on appelle le djihâd low cost, d'individus qui ne répondent plus à des ordres donnés de l'étranger, mais qui s'en inspirent pour passer eux-mêmes à l'action, ce qui explique qu'ils sont beaucoup plus nombreux et ont des profils moins militants, difficilement détectables,*
- *d'autre part, une combinaison, depuis l'affaire Merah, de 2 types de djihadisme avec l'apparition de Daech, qui est à la fois un groupe à l'extérieur qui organise des attentats de masse comme celui du 13 novembre, et un groupe qui appelle des individus à s'inspirer de ses modes opératoires avec des procédés plus difficilement détectables. Désormais, on constate une domination du deuxième type, avec lesquels les modèles de contre-terrorisme occidentaux ont beaucoup de mal. Il n'existe pas actuellement de groupes djihadistes capables d'organiser à grande échelle des attentats d'ampleur de type Al Qaeda ou Daech à son apogée ».*

François Thuillier développe une approche de l'antiterrorisme à partir de l'organisation des services, de leur relation au pouvoir, du rapport laïcité/religion, du pilotage de la politique publique en la matière et de son indépendance stratégique. Il analyse les moyens et les mots employés ainsi que, plus généralement, le rapport de l'Etat à la violence.

En cela, il note une rupture entre un modèle antiterroriste français qui a reposé pendant plus d'une trentaine d'années sur un « *modèle latin du renseignement* » puis un abandon par touches successives (2007, 2012, 2015) des spécificités de notre modèle pour « *nous faire rentrer dans le rang d'un occident « en guerre » contre le terrorisme, renvoyant le modèle français au rang de souvenir déjà lointain* ».

Les spécificités, aujourd'hui disparues, étaient liées :

- *« au principe de laïcité, sans a priori idéologique, empêchant la prise en compte de toute justification religieuse.*
- *à un renseignement ciblé et placé au plus près du terrain. Les services intérieur et extérieur étaient plus particulièrement portés sur le renseignement humain, plus apte à saisir les nuances et le temps long des complexités.*
- *à la parcellisation et la complémentarité des services spécialisés, visant à enrichir la décision politique de l'ensemble des cultures professionnelles et des angles de recherches d'agences coordonnées entre-elles, et permettant un meilleur contrôle démocratique.*
- *au pilotage de la lutte antiterroriste, comme les autres politiques publiques, depuis Maignon dans une dimension interministérielle. Sa gestion technique l'emportait sur toute volonté d'instrumentalisation partisane et les agences étaient tenues à distance prudente des lieux de pouvoir.*
- *à une indépendance stratégique sourcilleuse. La lutte antiterroriste demeurait une prérogative nationale étrangère aux dynamiques d'intégration (OTAN, Union européenne, coalitions diverses) et aux stratégies d'influence venues de l'étranger ».*

C'est la façon de lutter qui aura changé, « *depuis la suppression de la cour de sûreté de l'Etat en 82/83, notre modèle aura subi une radicalisation progressive. Et le Livre Blanc de « la France face au terrorisme » de 2006 représentera la dernière manifestation tangible d'un modèle qui s'est ensuite affaibli en étapes successives* :

- 2008 : *Nouveau Livre Blanc adoptant la notion controversée de sécurité nationale et instauration du renseignement de masse (renforcé avec les lois de 2015, 2017 et 2021) sous couvert de lutte antiterroriste.*
- 2013 : *Importation de la lutte contre la radicalisation d'origine anglo-saxonne.*
- 2014 : *Rétrécissement de la lutte antiterroriste derrière la seule DGSI et escamotage du débat démocratique sur la menace ».*

Alain Bauer se réfère également à l'organisation des services pour fixer les « *dates essentielles des évolutions et révolutions dans l'antiterrorisme* » mais sous le prisme des mutations des services de renseignement :

- *au début des années 70, la création de la première entité antiterroriste imposée par le ministre Raymond Marcellin, à une DST plus que réticente,*
- *en 1986, la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme,*
- *en 1990, l'intuition de Michel Rocard, alors Premier ministre, décidant que le moment était venu de moderniser le renseignement français, et particulièrement dans cette composante.*
- *entre 2008 et 2014, la création de la DCRI et de la DGSI.*

Les dates clés de l'antiterrorisme français au cours de la dernière décennie sont perçues, comme l'année 2012, à travers une mutation et une incarnation de la menace, pour Hugo Micheron, et les années 2008 et 2014 avec la création d'une Direction du renseignement intérieur, pour Alain Bauer et François Thuillier, pour arriver à un constat commun qui est celui d'un changement progressif de notre manière de lutter contre le terrorisme.

OÙ EN EST L'ÉTAT DE LA RECHERCHE EN MATIÈRE D'ANTITERRORISME EN FRANCE ?

La recherche universitaire en matière de terrorisme et d'antiterrorisme en France se heurte à l'absence d'intérêt des services spécialisés, comme à la raréfaction des budgets de recherche. Il en découle une production insuffisante, une inaptitude à avoir prise sur le monde réel et à déboucher sur des recommandations politiques. Un constat que complexifient d'autant les querelles des disciplines entre elles, portées par des chercheurs souvent arcbutés sur leurs chapelles.

Le constat d'une faiblesse de la recherche en France est partagé. François Thuillier évoque « *un paysage de la recherche aujourd'hui sinistré, un espace en ruine qui affaiblit d'autant l'efficacité de la lutte antiterroriste* » quand Hugo Micheron déplore « *une recherche universitaire totalement sous-développée compte tenu de l'ampleur des enjeux politiques, sécuritaires qui sont liés* ».

Alain Bauer ne se livre pas à un constat si sévère et limite les faiblesses à la recherche sur l'antiterrorisme et le renseignement « *où le champ semble beaucoup moins animé et on sent encore des réticences des institutions à des engagements plus déterminés. Alors qu'un remarquable effort a été entamé en matière de formation, notamment d'analystes, la recherche reste en retrait* ».

Hugo Micheron et François Thuillier l'expliquent par plusieurs raisons.

- Une insuffisance des moyens d'abord, François Thuillier constate une « raréfaction des budgets publics de recherche et des postes d'enseignants-chercheurs ». Hugo Micheron pointe « une défaillance structurelle de la recherche en matière d'antiterrorisme en France » en raison du « peu de jeunes chercheurs en cours de formation sur le sujet » et de la nécessité de disposer de chercheurs formés de façon transdisciplinaire, « l'idéal type du chercheur sur ces sujets est d'être arabisant, d'avoir une bonne compréhension de la culture politique française, de la culture européenne plus largement, de bonnes notions en islamologie, être un chercheur de terrain, un sociologue, un anthropologue éventuellement, cela nécessite des compétences très transversales, et cela intervient à un moment donné où les études arabes dans le pays sont un peu aussi en crise ».
- Une insuffisance de dialogue avec les services spécialisés, ensuite. François Thuillier regrette « le démantèlement depuis 2009 des structures pouvant servir de passerelles entre le monde académique et celui de la sécurité » et ajoute que « les services spécialisés n'ont jamais réellement non plus manifesté un grand appétit pour les théories audacieuses, leur préférant méthode empirique et routine bureaucratique ». Hugo Micheron reconnaît également que « la production publique des différents services de l'Etat sur ces questions est très faible » et constate que les services ne reconnaissent pas l'apport que pourrait avoir les compétences extérieures de chercheurs, à la différence de l'ouverture qui peut exister, par exemple, aux Etats-Unis où des équipes de chercheurs peuvent être sollicitées pour exploiter des archives et concourir ainsi à une meilleure compréhension d'une situation donnée. « La tradition des différents services français est souvent le cloisonnement et la méfiance entre eux, et à l'égard de l'extérieur. Il faut comprendre que les services et la recherche sont des métiers très différents, donc lorsque les chercheurs ont accès à des données brutes, ils les traitent différemment, et peuvent apporter des éclairages extrêmement forts, à condition qu'on leur laisse faire leur métier de chercheur. Ce type de partenariat, par une mise à disposition de données, se fait insuffisamment alors que cela servirait la cause commune ».
- Des querelles de matières, enfin. Pour François Thuillier, « cette guerre des disciplines, des certitudes partisans et des égos a fragilisé l'ensemble du monde universitaire dans sa capacité à produire de la recherche appliquée au profit des agences spécialisées ». Hugo Micheron estime également qu'il y a « un écosystème de chercheurs et un vivier limité sur le sujet, entre les gens qui sont très politiques et idéologisés, et des querelles de chapelles, on arrive très vite à des batailles d'égos qui n'ont aucun sens ». Le problème que connaît la France est « une recherche très segmentée en fonction des chapelles, en fonction des intérêts sécuritaires qui ont tendance à absorber les réflexions sur l'amont du contexte djihadiste et aussi en fonction des lieux et des disciplines ». Une amélioration qui nécessite « un décroisement de la recherche en repartant du terrain et notamment des territoires d'expression du djihadisme, qui se produit dans certains quartiers, en prison, au Moyen-Orient, sur internet et dans des endroits pas forcément entendus ».

Ils en tirent la conséquence d'un déficit de connaissances. « L'université, dont la fonction dans la société française est de produire la connaissance, a un peu manqué à son devoir, par désintérêt, par peur de la récupération politique, il faut produire la connaissance pour casser la

machine à fantasme, si on ne produit pas de connaissance, on ne peut pas avancer » regrette Hugo Micheron. Et François Thuillier d'ajouter que « *notre pays se retrouve ainsi désarmé dans la bataille de l'intelligence qui est pourtant la seule à-même de faire bouger la ligne de front et de nous libérer du face à face aliénant entre le terroriste et son gendarme* ».

Le résultat de ce déficit académique n'est pourtant pas perçu sous le même angle par les deux chercheurs.

François Thuillier déplore une mise à l'écart de l'apport des sciences humaines et sociales au profit d'une approche monocorde sécuritaire et essentialiste, liée au « *climat de défiance entretenu par les leaders conservateurs tout particulièrement envers la sociologie* ». Proche de l'école critique, qu'il voit comme « *la seule véritable alternative, qui n'a pu livrer de véritable combat, faute notamment d'accès aux médias, et s'est depuis retranchée du débat public en ruminant sa défaite* », il considère que l'approche sécuritaire « *a tout emporté sur son passage, laissant les sciences humaines et sociales atones et marginalisées. Même si elle ne constitue pas une science à proprement parler, l'approche sécuritaire a en effet remporté la bataille des idées et détient désormais un quasi-monopole sur le récit antiterroriste. Ses thèses simplistes et séduisantes ont achevé de convaincre l'opinion publique à la faveur d'un climat politique favorable qu'elle aura d'ailleurs contribué à instaurer. Avec elle, « le boucher-charcutier de Tourcoing* » a fait taire le sociologue. Elle aura en outre réussi à attirer dans son orbite des écoles autrefois plus académiques, sommées de se déterminer vis-à-vis d'elle. C'est le cas notamment de l'école « *islamologique* » dont les penchants essentialistes ont trouvé là un terrain propice à leur expression. Mais également de l'école *psychologique* et sa vision sanitaire de la violence, fut-elle politique ».

Hugo Micheron lie la faiblesse de la recherche à un manque de connaissance et d'étude empirique du sujet, tout en reconnaissant la qualité générale des travaux, « *malgré les difficultés de son système universitaire, la France arrive encore à produire de la réflexion de qualité sur le sujet, certes insuffisamment par rapport à l'ampleur du défi, mais en tout cas il y a une vraie dynamique en France, il faut s'en féliciter car c'est une vraie qualité.* » mais appelle à un développement indispensable face aux enjeux politiques et sécuritaires qui en découlent.

Les attentats du 7 janvier puis du 13 novembre 2015 ont montré que la recherche manquait de connaissances empiriques sur le sujet, du fait d'un « *niveau de production insuffisant de travaux de terrain capables d'éclairer non seulement la dimension sécuritaire, mais aussi d'éclairer un certain nombre de mécanismes politiques, sociaux, économiques, idéologiques qui pouvaient conduire à la diffusion des idées qui allaient nourrir la mouvance djihadiste après 2012. On n'a jamais eu autant besoin de poser des diagnostics très précis et de produire un maximum de connaissance sur les enjeux liés au djihadisme en France, et pourtant l'essentiel de la production est encore soit extrêmement timide* ».

En présence d'un djihadisme qui se manifeste dans d'autres pays, notamment d'Europe du Nord, « *à la fois similaires et différents (pays sans passé colonial, petits pays, rapports favorables à la religion, ouverts au multiculturalisme)* », « *très peu de travaux de terrain comparatifs sont menés pour réussir à comprendre quelle est la nature du djihadisme en soi, en contextualisant cela avec la présence des groupes djihadistes au Moyen-Orient, en Afghanistan ou au Pakistan* ».

Alain Bauer pondère ces propos et souligne en revanche la qualité de la recherche française sur le terrorisme : « *il existe d'excellents chercheurs et une forte incitation à la recherche sur des domaines assez larges même si curieusement peu le soulignent dans leurs dénominations. La forte initiative du CNRS fin 2015 avait suscité une soixantaine de projets et l'État avait créé une trentaine de postes de chercheurs pour répondre aux besoins. Hors du champ purement académique, des opérateurs ont développé leur offre et on peut considérer, au vu de la production diffusée, que la recherche française sur le terrorisme est de très bonne qualité* ».

QUELLE EST LA PRINCIPALE LACUNE DE L'ANTITERRORISME EN FRANCE ET QUEL EST SON POINT-FORT ?

S'agissant des moyens, Hugo Micheron dénonce le retard pris par la France dans la collecte et l'analyse des données et fait du big data un enjeu de développement tant au niveau des institutions étatiques que de la recherche académique. Il dresse le constat d'un « *énorme retard* » dans la « *valorisation intellectuelle et prédictive des données* » et « *la mise en place d'outils de base qui apportent énormément d'informations complémentaires et qui ouvrent de nouveaux champs dans la compréhension des dynamiques étudiées, et donc notamment en matière de développement du djihadisme et du salafisme, en matière de compréhension du militantisme islamiste sur les réseaux sociaux, de la manière dont il se reconfigure à la période de l'après Daesch* ».

Une approche que ne partage pas François Thuillier qui distingue l'efficacité de la lutte antiterroriste des moyens qui lui sont alloués, estimant que les services « *font correctement leur travail et disposent pour cela des moyens matériels et juridiques nécessaires. Il ne sert à rien de constamment les renforcer, sinon à atteindre un jour le seuil démocratique qui nous ferait basculer dans un autre régime.* »

Alain Bauer souligne également la qualité du renseignement humain, portant un regard critique sur le renseignement technologique de masse : « *la chance de la France, c'est la qualité de son renseignement humain issu en grande partie de son histoire coloniale. Son drame fut, comme aux États Unis, le fétichisme technologique poussant des gouvernements béats à penser que l'agent Google allait réussir à circonvenir l'Imam Youtube en utilisant des technologies qui noient les services par l'abondance des données. Il arrive que trop de renseignement tue le renseignement* ».

François Thuillier place, lui, l'efficacité de la lutte antiterroriste sur le terrain politique, lorsqu'il répète que « *le succès de la lutte antiterroriste dépend aujourd'hui moins de l'efficacité des services que du climat politique, surtout si dans leur dos les déclarations et les postures des uns et des autres mobilisent sans cesse de nouveaux volontaires pour la cause terroriste* ». Il dénonce par là une absence d'analyse des causes, une lutte antiterroriste alignée sur les notions de guerre et de religion, et une idéologie antiterroriste qui « *a désormais atteint ses limites* » au regard de « *l'importance des enjeux en termes de finances publiques, de libertés individuelles, de souveraineté nationale, de banalisation du discours identitaire et sans doute d'efficacité opérationnelle* ».

Alain Bauer rejoint une vision critique de la guerre au terrorisme lorsqu'il souligne

« L'impérieuse nécessité de se rappeler qu'on ne fait pas la guerre au terrorisme, mais la police. Et que ceci change tout. Notamment en matière de résultats ».

Le rapport à la religion qui domine chez Hugo Micheron à travers le besoin de compréhension du phénomène djihadiste à l'échelle transnationale est rejeté chez François Thuillier, qui appelle à *« priver le crime terroriste de sa charge émotionnelle en essayant de le déconfectionnaliser - afin qu'il perde son pouvoir d'attraction envers une partie de notre jeunesse en quête identitaire - et en désexceptionnalisant la riposte. Cela contribuera à assécher le vivier potentiel des futures recrues et à renforcer la résilience des populations visées ».*

Hugo Micheron voit, pour sa part, dans les attentats une expression du djihadisme qu'il convient d'étudier en tant qu'idéologie *« qui ne se réduit pas aux organisations qui prétendent l'incarner »* en amont du passage à l'acte. Il voit dans les attentats *« la conséquence du djihadisme et l'une des manifestations de son existence, les attentats relèvent qu'il y a du djihadisme, mais ne sont pas le djihadisme en tant que tel ».*

Il souligne le manque de travail de fond réalisé, tant par les services que par la recherche académique, sur ce que font les djihadistes pendant les périodes de faiblesse pour gagner de nouveaux adeptes, pour se recomposer, et ce afin d'accroître nos capacités à prévenir, à empêcher : *« Lorsque l'on détruit une organisation djihadiste, aussi puissante soit-elle, avec des réseaux organisés en Europe, on ne détruit pas l'idéologie qui la sous-tend. On détruit des capacités. Aussi faut-il s'intéresser à autre chose que la lutte contre une organisation et des réseaux, il faut comprendre ce qui se passe entre deux vagues de puissance, entre le pic d'Al Qaeda et son déclin, le pic de Daech et son déclin. La recherche se fait au moment du pic, au moment de grandes campagnes d'Al Qaeda, de Daech, mais elle s'intéresse beaucoup moins à la façon dont le djihadisme, ses réseaux, se reconfigurent, lorsqu'ils sont au creux de la vague, ce qui est la période dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Pourtant il se passe sur le plan idéologique, militant, énormément de choses en ce moment dans les sphères djihadistes, notamment une ouverture vers d'autres formes d'islamisme, on voit beaucoup de convergences avec un certain nombre de méthodes utilisées par les frères musulmans proches des salafistes ».*

Alain Bauer porte le débat sur l'évolution et la diversité des profils des terroristes, qui viennent complexifier le travail des services de renseignement et mettre fin au dispositif de profilage traditionnel : *« le temps est un ennemi redoutable face à des mutations considérables, notamment dans la nature et les profils des terroristes. L'État islamique (que la novlangue officielle n'arrive pas à nommer par son nom en utilisant un acronyme arabe qui veut pourtant dire la même chose) est très différent du Front International Islamique pour le Jihad contre les Juifs et les Croisés (le véritable nom de ce qu'on croit devoir appeler Al Qaeda) et à des années-lumière de l'IRA ou de l'ETA, des Brigades Rouges ou d'Action Directe. Plus de jeunes, plus de femmes, plus de convertis mais aussi plus de criminels de droit commun sortis des prisons, un dispositif de recrutement alliant Héroïc Fantasy djihadisée et algorithmes de recrutement sur forums de discussion des réseaux sociaux, politique RH associant Lions du Califat (salariés envoyés en mission), soldats du califat (agents ubérisés connectés à distance) et inconnus indiquant leur allégeance et souvent découverts à posteriori par l'organisation elle-*

même » .

Si Hugo Micheron et François Thuillier s'accordent pour dire que l'approche de l'antiterrorisme dépasse les seules questions sécuritaires pour porter sur des questions politiques, sociales, idéologiques, ils ne situent pas les enjeux à la même échelle.

Hugo Micheron appelle à produire un travail de compréhension à l'échelle européenne sur ce qui se joue d'un pays à l'autre : *« quand on regarde les dynamiques djihadistes sur trente ans, l'échelle nationale est très peu pertinente, le djihadisme national est toujours en lien avec un territoire de guerre à l'étranger ou des zones d'enseignement salafiste en Afrique du nord et au Moyen-Orient et toujours en lien avec d'autres réseaux en Europe. On se préoccuperait beaucoup moins de savoir si le progrès c'est vraiment la laïcité à la française et le jacobinisme, si l'on constatait que cela se propage un peu partout ailleurs, et on s'interrogerait beaucoup plus sur ce que Trappes a en commun avec Molenbeek, avec certains quartiers de La Haye, et avec certains quartiers au Danemark. Il y a une géographie propre au phénomène qu'il faut absolument développer ».*

François Thuillier poursuit en s'érigeant contre *« le manque de pudeur et de sobriété »* des leaders politiques face à la menace terroriste : *« La lacune principale ou plutôt le péché originel de notre posture antiterroriste aura consisté à accéder à la demande des terroristes de hisser leurs crimes sur le terrain de la guerre et de la religion, ce qui, en plus de nous tenir éloignés de la vérité des faits, entretient l'illusion d'un conflit mondial que nous ne pouvons pas remporter. A ce titre, il conviendrait sans doute de réfléchir à la définition d'un délit de « recel de terrorisme » visant tous ceux qui tirent parti et de là entretiennent ce type de menace. Une complicité intellectuelle et une communauté d'intérêts unit les terroristes et tous les profiteurs de guerre et marchands de peur qui bâtissent des carrières électorales, des mandarinats académiques, des succès d'audience, des profits commerciaux et spéculent sur le prix du sang. Il faudrait mettre fin à la prise en otage de l'ensemble de l'opinion publique par les bénéficiaires secondaires du crime terroriste. Il existe en effet un marché de la terreur qui, comme celui de la drogue, comprend des criminels et des consommateurs. On ne réduira pas la menace sans s'attaquer aux deux extrémités. Les « consommateurs » de terreur qui composent le lobby sécuritaire portent ici une immense responsabilité dans le fait de tirer profit d'un tel crime. »*

Alain Bauer analyse les difficultés de l'antiterrorisme à l'échelle internationale en lien avec *« l'hybridation »* des menaces et le jeu des puissances. Il note que *« la dimension culturelle, l'adaptation au changement, les enjeux de l'hybridation criminalo-terroriste identifiée depuis Khaled Kelkal en 1995, relancée par Mohammed Merah en 2012 et continue depuis, semblent encore souffrir de réticences internes alors même que le retour du « Grand Jeu » des Puissances, le réveil des Empires (Chinois, Perse, Ottoman, Orthodoxe, ...) impose en permanence de nouvelles urgences. Entre le « pré carré » africain en plein délitement, la zone Sahélo-Saharienne en crise, les poussées chinoises et russes, le raidissement iranien sur le nucléaire, la transformation du terrorisme de l'hyper attentat vers les opérations « moustiques » expliquent la difficulté d'action de l'antiterrorisme moderne ».*

Après avoir choisi de porter l'accent sur les lacunes de l'antiterrorisme, les chercheurs ont tout de même identifié quelques points positifs dans son évolution récente. Ainsi Alain Bauer estime

que « *comme pour tout dispositif naturellement imbriqué avec la raison d'État et les enjeux qui vont avec, l'antiterrorisme évolue lentement, mais sûrement et plutôt positivement* »

Hugo Micheron salue les capacités professionnelles des opérationnels et des chercheurs qui « *savent faire beaucoup avec peu de moyens* », « *il y a énormément de motivation. Des administrations qui n'ont pas les moyens de payer grassement leurs employés disposent parfois de ressources hallucinantes. Il y a un souci académique prêté au terrain plus important qu'ailleurs et une bonne qualité de la production théorique.* »

François Thuillier constate en outre que le développement de l'antiterrorisme « *aura peut-être permis d'acculturer une nouvelle génération de leaders d'opinion (universitaires, journalistes, militants) aux questions de violence, notamment politique, et à leur lien avec la nécessité de construire une république plus juste, plus solidaire et plus indépendante. Cela aura peut-être contribué à déciller notre citoyenneté* ».

* * *

Si l'on devait retenir une chose de ces trois contributions, ce serait certainement ce qu'il demeure à construire aux yeux de ces chercheurs, où l'on remarquera qu'au-delà des approches distinctes qu'ils ont de la matière et du phénomène terroriste, ces bouts de chemin restant à accomplir pourraient se compléter.

- Le premier axe plébiscité porte sur le développement de la recherche scientifique, la progression de la connaissance, l'allocation de budgets. Il passe par la création de partenariats pérennes entre le monde académique et les services opérationnels et appelle à une vision élargie du sujet permettant de prendre de la hauteur, détachée d'une seule vision nationale pour Hugo Micheron en étendant la connaissance empirique à ce qui se passe dans les autres pays, et faisant plus de place à l'approche sociologique pour François Thuillier. Une plus grande compréhension des enjeux nécessiterait pour Hugo Micheron « *dans la décennie qui vient, de prendre un certain nombre d'initiatives au sein de l'université, de décroïsonner au maximum la circulation des savoirs. Il suffirait qu'il y ait une structure universitaire qui soit capable de former cent personnes dont une quinzaine pourrait faire de belles carrières académiques, on aurait déjà beaucoup plus de ressources sur le sujet. Le mot d'ordre pourrait également être d'élargir le vivier, de renforcer la formation des actifs déjà en poste. Par exemple, dans le personnel pénitentiaire il y a des gens très motivés qui demandent à être formés, ils pourraient l'être pendant une année avec des outils de base en islamologie, en sciences politiques, en sociologie, lesquels pourraient servir à valoriser le temps passé dans l'observation directe de phénomènes auxquels personne d'autre qu'eux n'a accès* ».

- Le deuxième axe d'évolution possible consisterait à procéder urgemment à une évaluation de la politique publique de lutte contre le terrorisme mise en place en France. François Thuillier appelle de ses vœux une « *évaluation des effets du changement de doctrine et de pratiques que nous avons connu depuis une quinzaine d'années. Une mission indépendante composée des grands corps d'inspection associés à des spécialistes des sciences humaines et sociales pourrait rapidement nous dire ce que nous aura coûté notre alignement sur la guerre contre le terrorisme, et nous aider à en tirer les enseignements. Les enjeux sont trop importants pour que nous persistions à appliquer un schéma qui a sans doute atteint ses*

limites. ».

Malgré les querelles et les anathèmes, ces deux pistes d'amélioration semblent ainsi, à l'issue de ce débat, les plus œcuméniques. A défaut d'un impact significatif et immédiat sur l'efficacité de notre politique antiterroriste, au moins auraient-elles le mérite de réconcilier entre eux les adversaires d'hier du monde académique. Un autre enjeu de taille.

Nathalie CETTINA

[NOTE DE RÉFLEXION CF2R N°37 / MARS 2022](#)